

« Retour de Lima », bilan de la COP 20  
réunion organisée par la coalition Climat 21 le 16 décembre 2014

Plusieurs signaux (2014, année la plus chaude ; rapport alarmiste du GIEC ; accord USA-Chine) auraient dû conduire à des décisions importantes lors de la COP 20 à Lima (qui devaient constituer la feuille de route de la conférence COP 21) concernant :

- pré 2020 : comment on gère l'après Copenhague, comment on réduit les émissions de gaz à effet de serre, comment on soutient les pays en développement relativement à cette question du climat
- après 2020 : qui est le cœur de la COP 21 qui se déroulera à Paris en décembre 2015 et qui engage tous les pays

Dès le début de la réunion, les USA ont posé les bases du débat : remettre l'accent sur les différences d'intérêts entre les pays en développement et les pays riches. On a assisté à une cristallisation de ces différences, qui ont condamné à l'avance tout consensus fort. La question du financement a été également négligée : le fonds vert qui devrait aider les pays les plus impactés à lutter contre le réchauffement climatique, avec un budget prévu de 100 milliards, n'a pour le moment été abondé que de 15 milliards et aucun calendrier ferme n'a été avancé. Les règles du jeu qui auraient dû être fixées (durée d'engagement, modes de financement) ne l'ont pas été : il en ressort qu'on fera du « à la carte », laissant la place à l'action des lobbies et privant de parole et d'écoute les petits pays qui par ailleurs n'ont reçu aucun soutien, financier ou politique, pour faire face aux défis climatiques à venir, alors qu'ils sont les plus fragilisés

On sort de Lima sans : aucune ligne de conduite sur les contributions réciproques à la lutte contre le réchauffement climatique, des engagements court et long terme qui auraient valeur contraignante et qui au contraire comportent des voies d'échappée tant sur les dates (USA : 2025 ; Europe : 2030) que sur les niveaux (rien de sûr ni de précis n'a été défini).

Une réflexion a été menée avec les syndicats sur une transition juste.

Les lobbies des énergies fossiles étaient présents pour prôner l'idée qu'il ne faut surtout pas sortir du « fossile » (quitte à faire du captage de carbone).

On peut plutôt parler de compromis à Lima, d'un engagement « à façon », laissant libre cours aux jeux d'influence et de marchandage entre pays.

La période 2015-2020 est essentielle pour maintenir les prévisions à un réchauffement limité à 2°. Les états ne respectent pas le cadre onusien. Celui-ci présente des limites évidentes mais il a l'avantage d'intégrer tous les pays dans la discussion. Si dynamique il y a, elle viendra de la base et des états. Le fait que l'on ait pris conscience de l'importance des enjeux rend les négociations extrêmement tendues et difficiles : on assiste à un chantage entre pays.

Lima a été l'occasion de la tenue du sommet des peuples (voir lien) qui a permis à la société civile de se retrouver et de partager sur le thème du réchauffement climatique, qui doit déboucher sur une convergence des luttes (alternatiba, transition citoyenne ....)

S'est également tenu à Lima le World Climate Summit, réunion des entreprises intéressées par le « business du climat »

Des négociations intermédiaires sont prévues jusqu'en décembre 2015, avec comme base de discussion le texte de Lima pour préparer la COP 21 qui se tiendra au Bourget en décembre 2015.